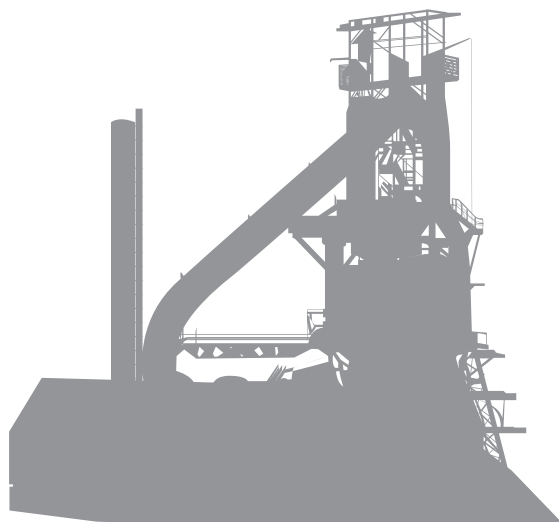


NE PAS TOURNER LE DOS À FLORANGE

La France ne doit pas tourner le dos
à son industrie et tout faire
pour maintenir l'activité
et les emplois de Florange.

Il y a urgence à agir et à refuser
l'ultimatum du 1^{er} décembre imposé
par le groupe financier Mittal qui s'apprête
à abandonner les hauts fourneaux.

Défendre l'industrie, c'est
défendre notre avenir social et écologique.



ASSEMBLÉE NATIONALE
mercredi 21 novembre

ANDRÉ CHASSAIGNE
président
du groupe Front de gauche

a interpellé le ministre
du Redressement productif
sur le devenir de Gandrange et Florange.
Il a conclu sa question au gouvernement
par cette exigence :

« *Il est temps d'obtenir d'autres
engagements de la famille Mittal
et d'entrer, si nécessaire,
dans la phase opérationnelle
d'une prise de contrôle par l'État.
Il est temps d'organiser une table
ronde avec les différents acteurs
pour examiner sereinement
l'ensemble des solutions
qui s'offrent au site
Pour cela, qu'allez-vous faire
pour surseoir à l'arrêt
de la production programmé
au 1^{er} décembre ?* »

Lire l'intégralité de la question sur
<http://www.pcf.fr/31654>



**PIERRE
LAURENT**
*Secrétaire
national*

**lettre
au président
de la République
sur Florange
et la sidérurgie**

voir au dos



Lettre ouverte à Monsieur le président de la République sur Florange et la sidérurgie

extraits



Pierre Laurent
secrétaire national, sénateur

La sidérurgie lorraine et, avec elle, toute la filière française de l'acier risquent de subir, le 30 novembre, un nouveau mauvais coup.

Comme vous le savez, c'est à cette date que prend fin le délai de deux mois que M. Lakshmi Mittal, président du groupe d'ArcelorMittal, vous a concédé, pour que soit trouvé un repreneur des deux hauts fourneaux de la « filière chaude ».

Le PDG d'ArcelorMittal sait parfaitement que couper la « filière chaude » de Florange de la « filière froide » la condamnerait.

**des centaines de familles
et des bassins d'emploi
sinistrés**

M. Mittal se soucie comme d'une guigne de la sidérurgie française et européenne à la consolidation desquelles, pourtant, il s'était engagé à contribuer en 2006 lorsqu'il s'appropriait les actifs d'Arcelor.

Sa réponse consiste, dans la précipitation, à fermer des sites, comme récemment à Liège, en Belgique, d'où il n'a pas hésité à transférer 37 milliards de dollars vers le Luxembourg par « optimisation fiscale ». **Il multiplie les cessions d'actifs pour ne garder que les plus rentables, au mépris de toute cohérence industrielle et en laissant, à chaque fois, sur le carreau des centaines de familles et des bassins d'emplois sinistrés.**

Si tout cela coûte très cher aux Français, le rendement pour la famille Mittal est considérable. **On ne peut pas, on ne doit pas laisser ce financier cynique dépecer nos atouts nationaux !**

Votre ministre, Arnaud Montebourg, s'est fait remettre un rapport commandé à Pascal Faure sur « la filière acier en France et l'avenir du site de Florange ». Il y est souligné combien les hauts fourneaux, l'usine d'agglomération et la cokerie d'ArcelorMittal à Florange s'insèrent de façon cohérente, avantageuse et efficace dans le « cluster lorrain » de ce groupe.

Méconnaître une telle préconisation et se contenter d'attendre conduiraient inéluctablement à une mise en cause de la « filière chaude » de Florange.

Monsieur le président, je vous demande solennellement la tenue d'une réunion nationale, avant le 30 novembre, de tous les acteurs impliqués : M. Mittal, bien sûr, les syndicats du site et du groupe, et l'État.

Il s'agirait, premièrement, de dégager un prêt à très bas taux d'intérêt pour les 600 millions d'euros d'investissements urgents nécessaires. Deuxièmement, en attendant l'entrée en phase opérationnelle de la Banque publique d'investissement, ne pourrait-on pas constituer une structure à capitaux mixtes de prise de contrôle des actifs sidérurgiques mosellans d'ArcelorMittal, avec des participations possibles de la Région. **On progresserait ainsi dans le sens de l'« option nationale ».**

Il s'agirait d'obtenir l'engagement de la famille Mittal de continuer l'activité de Florange dans sa globalité au-delà du 1^{er} décembre. En cas de refus, ne faudrait-il pas la mettre en demeure de rembourser toutes les aides publiques accordées depuis 2006 ?

Je vous demande solennellement la tenue d'une réunion nationale de tous les acteurs impliqués

En agissant ainsi pour le redressement productif de la Lorraine et du pays, on contribuerait aussi à celui de l'Europe qui laisse s'entre-déchirer ses productions nationales en les mettant en rivalité sous prétexte de « concurrence libre et non faussée », au lieu d'organiser les coopérations permettant, chacun chez soi et tous ensemble, de les développer au sein d'une union solidaire, avec **la tenue d'une conférence sidérurgique pour une négociation sur le redressement industriel de l'Union européenne.**

Lire l'intégralité de la lettre sur
<http://www.pcf.fr/31519>